

Coordonnateurs du numéro :
Albert JIOTSA & Saliou ABBA

Gouvernance et préservation de la cohésion sociale dans les aires culturelles du Cameroun

Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales (RISHS)
International Review of Human and Social Sciences (IRHSS)

Volume 9, Numéro 9
Juillet 2022

ISSN (Version imprimée) : 1966-5199
ISSN (Version électronique) : 2664-732X

Directeur de publication :
MFORTEH Stephen AMBE
Chef du Centre National d'Éducation

Rédaction :
Coordonnateur : EHODE ELAH Raoul
Centre National d'Éducation
Coordonnateur adjoint : SOURNA LOUMTOUANG Erick
Centre National d'Éducation

Comité scientifique :
MFORTEH Stephen AMBE, Professeur, Université de Yaoundé 1
Gilbert Lamblin TAGUEM FAH, Professeur, Université de Ngaoundéré
Samuel EFOUA MBOZO'O, Professeur, Université de Yaoundé 1
André TASSOU, Professeur, Université de Yaoundé 1
Nathan ONANA NOAH, Maître de conférences, Université de Maroua
Alexis TAGUE KAKEU, Maître de conférences, Université de Yaoundé 1
Faustin KENNE, Maître de conférences, Université de Yaoundé 1
Zacharie SAHA, Maître de conférences, Université de Dschang
Carole Valérie NOUAZI KEMKENG, Maître de recherche, CNE
Serge Frédéric MBOUMEGNE NDZESSEU, Maître de recherche, CNE
Raphaël BATENGUENE ASSIL, Maître de conférences, Université de Douala
Albert JIOTSA, Maître de recherche, CNE
Martial JEUGUE DOUNGUE, Maître de recherche, CNE
Williams POKAM KAMDEM, Maître de conférences, Université de Dschang.

Comité de lecture :
Rodrigue KEPGANG (Université de Maroua)
José Donadoni **MANGA KALNIGA** (CNE-MINRESI)
Gaston BESSALA (CNE-MINRESI)
Raoul ELAH EHODE (CNE-MINRESI)

ABOUBAKAR ADAMOU (CNE-MINRESI)
Florence KWANYE KWADA (CNE-MINRESI)
Reine FOSSO SIMUN (CNE-MINRESI)
Terence KIWOH (Université de Buéa)
Protais NKENGUE ABEGA (CNE-MINRESI)
Christelle Madeleine NJIKI BIKOÏ (CNE-MINRESI)
Honoré FOUHBA (CNE-MINRESI)
Saliou ABBA (CNE-MINRESI)
Hervé MVONDO (CNE-MINRESI)
Marie Désirée NOGO (CNE-MINRESI)
Daniel Georges NANA KOMEY (CNE-MINRESI)
Ivo TAWE TASSAH (CNE-MINRESI)
TEGUIA BOGNI (CNE-MINRESI)
Timothy Musima OKIA (CNE-MINRESI)
Nicolas OWONA NDOUNDA (CNE-MINRESI)
TIEMENI SIGANKWE (CNE-MINRESI)
Fernand ATEBA OSSENDE (CNE-MINRESI)
Moïse MBEY MAKANG (CNE-MINRESI)
Victorine NZINO MOUNONGO (CNE-MINRESI)
Alain Hugues OBAME (CNE-MINRESI).

Montage et mise en ligne :

Nicolas OWONA NDOUNDA (CNE-MINRESI)
TIEMENI SIGANKWE (CNE-MINRESI)

Sommaire

Éditorial.....	ix
Introduction générale	1
Albert JIOTSA & Saliou ABBA	
Première partie : Gouvernance locale et stabilité des institutions socio-traditionnelles	9
Le développement local : stratégie d'urgence de développement ou arrimage au système de modernisation de l'Etat au Cameroun?.....	11
ONANA NOAH Nathan	
Comités de développement, développement local et stabilité des institutions socio-culturelles dans le Diamaré	25
YADJI MANA	
Gouvernance partagée, multiculturalisme et consociation : institutionnalisation des structures politiques de la cohésion sociale au Cameroun.....	51
Nicolas Serge NDOCK	
Traditional Democratic “states” (Babungo and Ide): Lessons for governance, political stability and peace in Cameroon	87
Godwill Kungso Ndzofoa Eno	
Engagement politique des autorités traditionnelles : enjeux et défis pour la cohésion sociale au Cameroun	111
ABOUBAKAR Adamou	
La gouvernance locale et la pérennisation de la cohésion sociale au Cameroun à l'aune de la mondialisation	139
METSENA NDJAVOUA	
Seconde partie : Dynamique socioculturelle et construction de l'identité nationale en contexte multiculturel.....	165
L'interculturalité, gage de la cohésion sociale en milieu socio-éducatif : le cas de la <i>Menoua</i> (Ouest-Cameroun).....	167
Irène GUEWOU & Albert JIOTSA	

L'interaction culturelle et la construction de l'identité camerounaise : l'apport des arts du spectacle vivant	183
MOUNGANDE Ibrahim Aliloulay	
Terminologies stigmatisantes des aires dites culturelles : crime contre la cohésion sociale et le vivre-ensemble?.....	201
KAMPOER KAMPOER	
Identity Crisis in the Bamenda Grassland of Cameroon: Oku in the <i>Nsan</i> Native Authority and Bui Division 1922-1992	221
NDIFON Humfrey NSAKEMEI & Nfi Joseph Lon	
Les dynamiques au cœur des mécanismes de gouvernance des chefferies bamiléké de l'Ouest-Cameroun : le sceau des influences extérieures (XVI ^e - XXI ^e siècles)	251
Gérard NGANDJOU KOMOLO	
Conclusion générale.....	273
Albert JIOTSA & SALIOU ABBA	

Les opinions exprimées dans les articles de ce numéro n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient refléter la position du Centre National d'Éducation (CNE).

The opinions expressed in this journal are those of the authors and do not necessarily represent those of the National Centre for Education.

Éditorial

Confronté à un environnement conflictuel qui semble s'auto-reproduire, le Cameroun a le défi de réaliser et/ou préserver la cohésion sociale via un processus fécond de manifestation et d'incarnation de valeurs socio-identitaires constructives. Au regard du paysage socio-culturel camerounais, il existe un foisonnement étonnant de pratiques et de vécus liés à l'expression des identités humaines. L'on en vient parfois à se demander si cette pluralité insaisissable de mœurs, de par leur nature et leur ampleur ne contribuerait pas à transformer fondamentalement les relations interhumaines. À partir du lien qui existe entre la gouvernance locale et la stabilité des institutions socio-traditionnelles, il importe de retracer la dynamique qui se trouve à la base de la construction d'une identité nationale en contexte multiculturel. Dans chacune des quatre aires culturelles que compte le Cameroun (les Soudano-sahéliens, les Sawa, les Fang-Beti-Bulu et les Grassfields), de nombreux mécanismes institutionnels assurant à la fois la redistribution équitable et la gestion transparente du bien communautaire ont toujours été à l'avant-garde de la stabilité et de la cohésion sociale entre les peuples. Ce numéro spécial de la Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, marque un point d'orgue sur l'analyse de ces mécanismes institutionnels en évoquant les différentes mutations qu'ils ont connus à travers le temps. Bien plus, il contribue à éclairer la lanterne de l'opinion sur les risques liés à une mauvaise appropriation des attributs identitaires communs dans un contexte de préservation de la cohésion sociale.

MFORTEH Stephen AMBE

Professeur titulaire des Universités
Chef du Centre National d'Éducation
MINRESI - Cameroun

Le développement local : stratégie d'urgence de développement ou arrimage au système de modernisation de l'Etat au Cameroun?

**ONANA NOAH Nathan, Ph.D, Université de Maroua,
Faculté des Arts Lettres et Sciences Humaines,
Département de Sociologie, Anthropologie et des
Sciences Sociales pour le Développement, Maitre de
Conférences**

Résumé

La décentralisation est perçue comme la réponse la plus adéquate aux mutations sociales, lesquelles sont susceptibles de conduire à une bonne utilisation des ressources pécuniaires, physiques et humaines. Avec la décentralisation, on passe de l'État-providence au citoyen-providence, lequel doit prendre ses responsabilités sur la gestion des choses qui le préoccupent directement afin d'en être responsable en cas de défaillance. Dans ce contexte, c'est le citoyen qui crée lui-même des richesses susceptibles de le rendre heureux. Du discours pédagogique qui consistait à valoriser une communication verticale entre l'Etat et les citoyens, on aura pour succédané une communication bilatérale entre l'Etat et ses citoyens. C'est une véritable démocratisation de l'administration qui rapproche de plus en plus l'Etat de ses administrés. Dans cette posture, on peut affirmer que la décentralisation est loin d'être un laisser aller, ni un laisser faire des populations par l'État. La décentralisation confie aux acteurs sociaux des espaces d'autonomie administrée pour reprendre les propos du sociologue Lizette Jalbert. Loin d'être une panacée, la décentralisation est parfois empreinte d'un coefficient de subversion, car le partage des pouvoirs qu'elle prétend offrir aux populations, crée en leur sein de grandes attentes à long terme. On pourrait par conséquent constater un ensemble de déceptions qui vont conduire à un ralentissement de cette démocratie participative que le développement local semble promouvoir. Au delà du réservoir des rêves qu'occulte le développement local, ce travail consistera à subvertir cette notion en montrant, sous le prisme sociologique, son vrai visage à travers

la réappropriation du concept par les acteurs chargés de le mettre en branle.

Mots clés : Décentralisation - développement local - idéologie néolibérale - acteurs sociaux.

Abstract

Decentralization is seen as the most appropriate social changes which are likely to lead to effective use of financial, physical and human resources solutions. With decentralization, moving from welfare state to citizen welfare, which must take responsibility for the management of things that concern directly to be responsible in case of failure? In this context, it is the citizen himself creates wealth that could make him happy. Educational discourse that was to enhance vertical communication between the state and citizens, we will substitute a two-way communication between the state and its citizens. It is a true democratization of the administration closer to the more state of its citizens. In this posture, we can say that decentralization is far from being let go, nor let the people by the state. Decentralization says social actors of self - administered areas in the words of sociologist Lizette Jalbert. Far from being a panacea, decentralization is sometimes marked by a factor of subversion, because the division of powers it purports to offer to people, creates within them great long-term expectations. We could therefore find a set of deceptions that will lead to a slowdown in the participatory democracy that seems to promote local development. Beyond the reservoir dreams hid local development, this work is to subvert this concept by showing, in the sociological prism, its true face through the reapprove of the concept by those responsible for putting it in motion.

Keywords: Decentralization - local development - neoliberal ideology - social actors.

Introduction

Les raisons politiques sont très souvent évoquées de manière latente lorsqu'il faut mettre sur pied un système démocratique fiable dans un Etat. Convaincu de ce que la population a des besoins et qu'il faut les satisfaire jusqu'aux menus détails, l'Etat met en place une politique de décentralisation qui permet aux personnes de prendre en compte leurs doléances qui sont de plus en plus

croissantes. Dans le principe de préservation de son unité nationale, l'État par la pro activité est souvent disposé à céder une partie de son pouvoir au peuple qui revendique ses droits. La décentralisation permet une redistribution substantielle des biens aux populations. Elle motive la population à payer davantage leurs impôts, lesquels servent immédiatement à leurs besoins, la déviance fiscale est un lointain souvenir dans cette posture de gestion de l'État. En ce moment, l'État sera plus enclin à satisfaire les besoins de ses populations. Fille de la période keynésienne, la décentralisation tire son fondement du déclin de cette idéologie qui met de nouvelles relations entre l'État et la société civile. Les grandes réformes enclenchées par l'idéologie néolibérale ont permis de parvenir à des transformations profondes de la gestion de l'État à travers la décentralisation et la régionalisation. Avec la fin de l'État providence, l'on passera par plus d'autonomie de l'État afin qu'il réalise tout ce dont il a besoin pour l'intérêt supérieur des populations. Les revendications politiques, très souvent s'appuient sur des crises multiples, passant de l'énergie, de l'accumulation des richesses, de la fiscalité, de la culture, de l'identité jusqu'à l'autorité. C'est pour résoudre ces crises que la décentralisation et la régionalisation apparaissent sous le prisme sociologique.

Le développement, en tant que projet global de transformation économique et sociale a de tout temps toujours été pensé et impulsé du sommet (centre décisionnel) vers la base (périphéries). L'ampleur de la crise économique des années 80 qui sévissait dans le monde et les échecs répétés de la stratégie sus-évoquée pour l'éradiquer, ont permis aux politiques et théoriciens de développement d'envisager une nouvelle approche qui consiste à déléguer les initiatives de développement à l'échelon inférieur : le développement local est né.

Cette nouvelle stratégie qui au départ était utilisée par les pays de l'Organisation de la Coopération et de Développement Économique (OCDE) est devenue au fil du temps la démarche par excellence des partenaires au développement (pays développés et organismes internationaux de développement) et dix ans plus tard (années 90) une panacée par ces derniers pour impulser le développement de l'Afrique.

Vingt ans après le début de l'utilisation de cette démarche au Cameroun, les résultats semblent mitigés, au point de nous interroger sur ce que cache cette dernière ? A qui profite réellement cette approche ?

Telles sont les questionnements qui servent d'aiguillon à la présente réflexion.

Méthodologie et posture théorique

Pour parvenir au chemin de la connaissance, nous avons mobilisé deux instruments de collecte des données dont l'observation documentaire et les récits de vie. La pertinence du premier outil tient au caractère du thème de recherche. La décentralisation ayant déjà fait l'objet de plusieurs expériences en tant que démocratie participative, l'observation documentaire tentera de faire valoir les différences connaissances qui sont en congruence avec le processus de décentralisation, la pertinence de l'observation documentaire d'après (Loubet Del Bayle, 2000 : p167) est qu'elle « s'effectue par un élément médiateur constitué par les documents ». En ce qui concerne les récits de vie, ils sont opératoires ici au motif qu'il faut rendre des situations intelligibles à partir du vécu quotidien des acteurs sociaux, de leur expérience.

Pour cerner la réalité sociale que nous voulons explorer, nous convoquons la sociologie des profondeurs de (Gurvitch, 1963 :p66) qui estime que « la réalité sociale se présente à l'œil exercé du sociologue comme disposée en paliers, en niveaux, en plans étagés, en couches de plus en plus profondes. Ces paliers, ces étagements s'interpénètrent et s'imprègnent mutuellement » ce sont les rapports conflictuels et tendus que nous voulons mettre en lumière.

1-Approche conceptuelle

Répondre à ces questions, nous oblige à faire un détour par la saisie du concept de développement local à travers sa définition, sa finalité, ses enjeux et enfin la connaissance de sa démarche.

Le développement local selon (Joyal 2002 :p15) se rapporte « *aux diverses initiatives mises de l'avant, dans un cadre d'action partenariale, par les acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leur environnement immédiat. Les objectifs de la démarche adoptée sont à la fois économiques et sociaux* ».

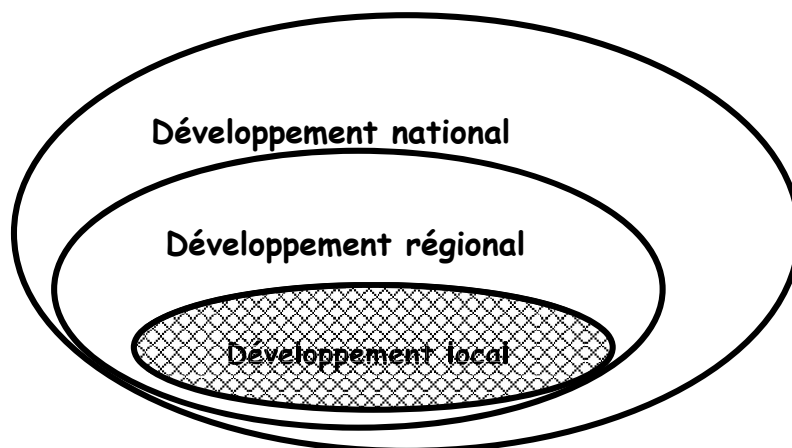
Quant à (Grigori et Mouloud 2002 :p5) c'est « *un cadre d'action politique et programmatique où convergeraient, dans une aire régionale cohérente, des stratégies de développement [...] s'adressant principalement aux communautés locales* ». Il se situe par rapport au développement national et régional, comme une zone d'activité restreinte qui justifierait des méthodes d'action, en matière de développement,

plus facilement participatives. Hochet (1997 : 140-141) en énumère d'ailleurs trois éléments qui entrent en jeu dans le développement local. Il s'agit du :

- souci de parer à l'inadéquation de mesures concrètes, décidées à l'échelon national, lorsqu'il s'agit de les appliquer dans les micro-régions ;
- souci de traiter les problèmes spécifiques d'une région qui ne concerne pas l'ensemble du pays ;
- souci de stimuler le pouvoir d'initiatives et de décision des acteurs principaux que sont les membres de la communauté locale.

Le développement local est un ensemble de stratégies, d'initiatives, d'activités, de projets et de programmes pensés, élaborés, mis en œuvre, suivis et évalués par les communautés en vue de promouvoir et soutenir le développement à l'échelle locale. Ces actions sont faites selon une démarche volontaire et volontariste.

Le schéma suivant résume le positionnement logique du développement local par rapport aux autres ordres de grandeur



Source : Hochet, A-M., (1997), *les concepts du développement en question : Afrique de l'ouest et centrale*, Ed. Datafro, p 142

2-Finalité du développement local

La finalité du développement local est de :

- permettre à chaque personne de se découvrir, de participer à la vie de sa communauté en proposant des changements, des améliorations, un mieux-vivre, un accroissement permanent de la qualité de la vie ;
- favoriser l'adhésion à des objectifs, à une vision librement élaborés, d'après les besoins, les aspirations et les problèmes vécus par chaque membre et par son groupe social ;
- vivre en relation avec d'autres membres dans l'acceptation et le respect de chacun de ses valeurs, de ses croyances, de son milieu ;
- aider le groupe/la communauté et ses membres à atteindre la capacité à développer au maximum leur potentialité, leurs ressources, leur créativité, c'est-à-dire leur épanouissement et leur autonomie ;
- aider les membres du groupe à établir des échanges avec d'autres personnes et d'autres groupes en vue de partager leurs acquis pour vivre en symbiose avec leur entourage, leur environnement (relations sociales positives et créatives) et y provoquer les changements positifs mentionnés précédemment.

Bref la finalité du développement local, c'est le changement au niveau local en termes de pratiques, de structures, de techniques et même de personnes qui nous dirigent.

3-Enjeux du développement local

Dans un monde de plus en plus globalisé, quelle marge de manœuvre reste-t-il aux populations locales désireuses de maîtriser autant que faire se peut leur destin? C'est ce à quoi concourt le développement local. Elle vise à autonomiser les communautés, en termes de compétences (savoirs, savoir-être et savoir-faire), de prise de décisions et même d'échanges avec d'autres communautés.

4-Démarche

Le développement local met en relation deux acteurs : l'intervenant ou l'expert et la population ou la communauté. Ces relations suivent deux logiques ou approches :

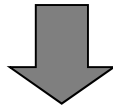
Top-down ;

Bottom-up.

4.1. Démarche Top-down

Dans cette approche, l'intervenant est le véritable acteur, un expert du développement (local). Il identifie le malaise/ le besoin/ le problème des populations ou des communautés, l'analyse, propose des correctifs/solutions, les met en œuvre et les évalue. Il n'y a pas de consultation des bénéficiaires, pas de partenariat. Ils ne sont que passifs, spectateurs (exemple: le transfert des technologies ou TDT).

Intervenant/expert



Population/communauté
(niveau de la base)

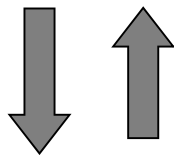
Cette approche a longtemps été utilisée dans les projets de développement de par le monde. Malheureusement ces projets pour la plupart ont connu des échecs cuisants parce qu'il y avait une inadéquation à certaines réalités culturelles, sociales, économiques, environnementales, etc. (Au Cameroun, l'exemple le plus patent est le **projet SCAN WATER**.)

Ces inadéquations ont envoyé les experts du développement (local) à mettre au point une nouvelle approche mettant l'accent sur les méthodes participatives et interactives (parce qu'elles associent mieux les populations et l'ensemble des protagonistes aux projets).

4. 2. Démarche Bottom-up

Dans cette logique, les bénéficiaires ne sont pas passifs. Ils identifient leur malaise, leur besoin, leur problème et le soumettent à l'intervenant. Il y a existence de partenariat entre les deux acteurs que sont les bénéficiaires et l'intervenant.

Intervenant/expert



Population/communauté

Résultats et discussion

5. Pans pratiques du développement local

Les pans pratiques du développement local sont l'évaluation, la pérennisation et la capitalisation.

- L'**évaluation** vise à apprécier si une action en développement local (ou mico-projet) est pertinente, si sa mise en œuvre est efficace, efficiente, etc.
- La **pérennisation** consiste à :
 - analyser les facteurs qui limitent les chances de durabilité d'une action de développement local ;
 - définir et mettre en œuvre les actions nécessaires pour lever les obstacles en vue d'améliorer les chances de réussite de ladite action.

La **capitalisation** consiste à tirer les enseignements et à collecter et à diffuser les outils performants qui permettront de reproduire / répliquer ou de développer les mêmes actions avec les mêmes ou d'autres

6. Que cache réellement le développement local?

Le développement « local » est revenu au devant de la scène avec une importance accrue à la faveur de l'avènement de la décentralisation. Nach Mback (2001 : 95) souligne à cet effet que les États africains « *confrontés à un processus sans précédent de désarticulation de leurs systèmes politiques et économiques, ont vu dans la décentralisation une sortie de crise* ». Toutefois, le développement local peut être apprivoisé tant positivement que négativement.

6.1. Le développement local comme stratégie de promotion du développement collectif

Le développement local est de manière la plus voyante, un problème essentiellement d'ordre matériel, en ce sens qu'il implique l'augmentation et/ou l'amélioration des infrastructures socio-économiques de base telles les puits-forages, ouvrages d'art, dispensaires ou hôpitaux, écoles, voies de communication etc. Bien que l'État et les collectivités territoriales décentralisées (CTD) jouent un rôle de promotion de celui-ci, signalons tout de même que la participation de tous les acteurs au rang desquelles les forces vives ou élites, est primordiale, voire indispensable. Ngandjeu (2000) écrit d'ailleurs que leur rôle est capital, en ce sens qu'elles comprennent facilement la nécessité du changement et impulsent le développement. Tel est notamment le cas des diasporas noires de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, etc.) immigrées en Occident. Yao Assogba (2003) révèle que les diasporas de la vallée du Sénégal (Mauritanie, Sénégal, Mali)

ont joué au cours des années et continuent de jouer un rôle non moins important dans le développement local de leur pays. Leurs interventions ont permis de doter des pans entiers de villages et de localités, d'infrastructures de base, c'est-à-dire d'écoles, de dispensaires, de centres de santé, de silos de stockage de céréales, d'aménagement de périmètres irrigués, de constitution de banques céréalières, de réseaux d'eau potable et d'assainissement, etc.

Il en est de même, tout près de nous, des élites des communes rurales du département de la Lékié (région du Centre) et des communes de la région de l'Ouest, dont les contributions en infrastructures sociales ont facilité l'accès des populations aux services sociaux de base (SSB) tels l'éducation, l'eau potable, la santé, ... (Atangana 2007) relate quelques actions, de celles-ci dans la commune de Bana dans la région de l'Ouest-Cameroun :

- Dans le volet éducatif : elles ont construit la carte scolaire comprenant un lycée d'enseignement général, deux collèges d'enseignement secondaire (CES), un collège d'enseignement technique industriel et commercial (CETIC) pour ce qui est de l'enseignement secondaire ; huit écoles dont trois primaires et cinq maternelles et la distribution du matériel didactique dans les établissements scolaires ;

- Le volet sanitaire : elles ont développé les infrastructures sanitaires et allouent les salaires à huit infirmiers sur quatorze

- Le volet routier : elles entretiennent celui-ci, ce qui favorise l'écoulement des produits agrocoles ;

- Le volet appui aux micro-projets générateurs de revenus n'est pas en reste, avec la dotation en matériels agricoles aux jeunes agriculteurs.

Nous ne saurons achever cette énumération sans mentionner la construction de l'hôtel de ville de Bana, joyau architectural futuriste.

Le rôle, mieux la participation des élites au développement local est une nécessité. Si du temps de la centralisation, ce rôle des élites pour le développement local était déjà important, parce qu'elles possédaient « *le pouvoir, le savoir, l'avoir, les responsabilités, la décision en toute chose et le devoir de protection* » (Cathelat, 1997 : p 21), il va sans dire qu'avec la décentralisation qui accroît l'autonomie et la responsabilité des CTD, leur rôle devrait davantage être indispensable et salutaire. A l'observation de notre environnement, tel n'est pas toujours le cas. Le développement local en tant que stratégie de promotion du développement collectif (à travers le partenariat) et de solidarité est devenu au fil du temps une stratégie de domination des peuples, de positionnement politique et même de rivalités.

6.2. Le développement local comme stratégie de domination des peuples

Le développement local met en relation les peuples à travers la coopération. Au lendemain des indépendances jusqu'à nos jours, le développement de nos localités s'est fait entre autre grâce à la coopération Nord-Sud. Aussi les pays industrialisés ont apporté leurs savoirs et leurs savoir-faire aux pays du Sud au travers des associations, les mouvements et des organisations non gouvernementales (Farveau et Fréchette, 1999). Ce transfert de

compétences a toujours caché une autre réalité, bien plus obscure : la domination.

De l'entretien exploratoire avec certains responsables d'ONG locales, les personnels dits « coopérants », non seulement étaient moins compétents que certains cadres du Sud, mais ils jouissaient d'un traitement préférentiel : salaire, logement, ration, véhicule, congés payés, assurances familiales, etc. Nos localités étaient généralement les lieux où ils venaient soit mettre en application leurs connaissances et soit davantage approfondir celles-ci. A compétences égales avec un « local », le « coopérant » occupait toujours une bonne place dans la hiérarchie de l'organisation. Quand celui-ci était plus compétent, il partageait moins ses connaissances afin d'être toujours indispensable. Très peu de nos localités ont connu un réel transfert de technologies afin d'être autonomes. . (Blundo, 1995 :p173) par l'entremise d'un dirigeant d'une association sénégalaise affirme ce qui suit « Quand un projet vient de s'installer dans la zone et que les Toubabs arrivent avec des financements, il y a toujours des gens qui se proposent comme représentants des villageois, et qui sont de ce fait investis pour la suite des activités comme responsables locaux du projet(...) Mais il faut faire attention : très souvent, ces individus poursuivent exclusivement leurs intérêts personnels. Ils sont comme de mouches sur un morceau de sucre : les premières à s'y poser, mais après leur passage, le sucre est irrémédiablement contaminé. »

6.3. Le développement local comme stratégie de positionnement pour le leadership politique

Le développement local met en relation deux acteurs : les acteurs du niveau central et ceux de la base. Qui dit relation dit jeu de pouvoir. Généralement les acteurs du niveau central, parce que détenteurs des pouvoirs intellectuel, financier, relationnel à l'instar des élites, imposent toujours leur vision. Le développement local devient donc une affaire d'intérêts. C'est pourquoi les élites l'appréhendent comme une stratégie de positionnement pour le leadership politique au mépris des communautés à la base. Ces dernières sont ainsi reléguées au simple statut de figurants, de spectateurs. (Ngandjeu, 2000) affirme à propos que certaines élites s'en servent comme tremplin pour atteindre certaines sphères décisionnelles. (Vié, 1986 :p39) parlant de la plaie de la politisation renchérit par ce constat « La décentralisation permettant la prise des décisions au niveau le plus proche de leur lieu d'exécution devait t

rendre l'administration non seulement efficace, mais également plus équitable ». On pourrait même dire que les disparités sont le lot quotidien au sein des collectivités territoriales décentralisées. La position occupée par le leader de la commune l'amène à conserver tous les avantages dont dispose une commune. Avec le temps, on peut remarquer qu'il existe une sorte d'égoïsme des dirigeants. Pour contraindre les adversaires politiques à rallier les rangs du pouvoir, le chantage d'une éventuelle augmentation des impôts peut varier d'une circonscription à une autre.

4. Le développement local entre solidarité, rivalités personnelles et clientélisme

Considéré comme lieu de solidarité (Farveau et Fréchette, 1999) où se déploie un service de proximité, le développement local est devenu un théâtre de rivalités de toute sorte. Autant celles-ci sont positives et constructives dans la région de l'Ouest Cameroun par une compétition saine des élites par l'appui à l'accès aux services sociaux de base aux populations, notons que dans les régions du Centre, Sud et Ouest, elles sont destructrices. En énumère quelques cas patents. Du boycott des activités de développement en passant par l'envoi des lettres anonymes aux services de renseignements et l'instrumentalisation de la jeunesse, tout y passe. Bref tout est mis en œuvre par l'élite pour asseoir son hégémonie.

On pourrait aussi dire parlant du clientélisme, convoquant (Lemarchant, 2006) que « si les ressources allouées aux communautés locales sont la contrepartie du soutien politique exigé par l'État, c'est avec la plus grande sélectivité que celles-ci sont redistribuées à l'échelon du village que de la région. Le patronage local reproduit à ces niveaux toutes les tares du clientélisme d'État : favoritisme, népotisme, corruption, factionnalisme (sic), élimination des opposants ».

Conclusion

Au terme de notre propos, nous pourrions relever avec l'apport de (Tang Essomba 2000 : 22) que « la décentralisation n'est pas une panacée(...) elle peut ne pas être efficace tout le temps, surtout pour les services standardisés et routiniers. Elle peut causer la perte d'économie d'échelle et le contrôle du gouvernement de

maigres ressources financières. Une faible capacité administrative ou technique au niveau local peut entraîner une baisse en efficacité et en rendement de la fourniture des services dans certaines régions du pays ». Quelques remarques peuvent être inventoriées pour montrer la véracité de notre point de vue. Nous pourrions dire que la décentralisation augmente les ressources de l'État en ce sens qu'elle accroît le nombre de travailleurs à l'échelle nationale. Sur le plan de l'efficacité, la démocratie participative renforce les intérêts locaux et amenuise l'idéal de l'intérêt général auquel chaque État sérieux aspire, en valorisant l'intérêt général et non l'intérêt particulier local des populations issues de chaque aire culturelle. La démocratie à la base pourrait davantage consolider l'autorité de l'État sur ses administrés et non donner assez de pouvoir aux citoyens à la base. Avec un certain regard critique, on pourrait dire que la décentralisation au Cameroun peut ouvrir la voie au fédéralisme, En raison d'une accoutumance à gérer certaines ressources, il ya le risque d'un éclatement national.

Références bibliographiques

- ATANGANA, C.P (2007) « *La tanière des milliardaires* », in repères,n°011 Du14 mars.
- CATHELAT, B. et al(1997), *Quelles élites pour le XXIe siècle : après l'âge du management gestionnaire, l'ère du leadership visionnaire ?*, Paris , Denoël.
- FAVREAU, L. (19 et Fréchette, L., 99) « *Économie sociale, coopération Nord/Sud et développement* » in Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire Série Recherche no. 14, pp71-98
- GRIOGORI, L. et Mouloud, A. (20 02), *Développement local et communautés rurales : approches et instruments pour une dynamique de concertation*, Paris, Karthala.
- GURVITCH, G. (1963) *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF.
- HOCHET, A-M.,(1997), *les concepts du développement en question : Afrique de l'ouest et centrale*, Ed. Datafro.

JOYAL,
A(2002),

*Le développement local : comment stimuler
l'économie des régions en difficulté*, Les éd. de
PIQRC

LEMARCHA
NT, R. (2006)

La face cachée de la décentralisation
<http://apad.revue.org/522>
Consulté le 27 novembre 2013.

LOUBET
DEL BAYLE,
J.L.(2000)

Initiation aux méthodes des sciences
sociales, Paris-
Montreal, L'Harmattan

NGANDJEU,
J., (2000),

« *Les élites, levain du développement local* »,
in *Cameroon Tribune* n°7073/3362 du 04
avril 2000.

TANG
ESSOMBA, M. A.
(2007)

*Représentation sociale de la commune et
Participation des élites au développement
local à
L'ère de la décentralisation : cas d'Akono
au Cameroun.*

VIE, J.E.
(1986)

Les sept plaies de la décentralisation, Paris,
Economica